

PRÉFET DE LA LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Saint-Étienne, le 28 juin 2017

Unité Interdépartementale
Loire-Haute-Loire

16 place Jean Jaurès – 42000 Saint-Etienne

Affaire suivie par : Fabrice DUFOUR
Tél : 04 77 43 53 53
Télécopie : 04 77 43 53 63
Courriel : fabrice.dufour@developpement-durable.gouv.fr

Réf. : UID4243-DSSP-017-0343-FD

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

SOCIÉTÉ AREVA NC À ST-PIERRE-LA-PRUGNE

Rapport de l'inspection des installations classées

PROPOSITION DE MISE EN DEMEURE

Raison sociale : AREVA NC / COGEMA

Siège social : 1, Place Jean Millier - 92400 COURBEVOIE

Adresse de l'Établissement chargé du suivi :

Établissement de Bessines – CESAAM
1, avenue du Brugeaud
87250 BESSINES-SUR-GARTEMPE

Priorité DREAL : P1

Copie à :
- PRICAE / RCSE - DREAL
- Dossier / Chrono

I - Présentation du site AREVA

1-1 Identité du pétitionnaire

Raison sociale : AREVA Mines

Adresse du siège social : 1, Place Jean Millier
92400 COURBEVOIE

Adresse de l'établissement :

Etablissement de Bessines
1, avenue de Brugeaud
87250 BESSINES-SUR-GARTEMPE

Objet social : Toute activité avec le cycle nucléaire

Forme juridique du siège social : Société par actions simplifiée à associé unique

N°SIREN du siège social : 501 493 605

N°SIRET de l'établissement : 501 493 605 00023

Adresse du site d'exploitation : Site des Bois Noirs du Limouzat - 42830 SAINT-PRIEST-LA-PRUGNE

1-2 Présentation du site AREVA à Saint-Priest-la-Prugne

Le site comprend actuellement :

- une ancienne mine d'uranium (1 partie souterraine, 1 partie à ciel ouvert) ;
- une digue créant un bassin de stockage des résidus de traitement du minerai (1,3 millions de tonnes) ;
- une zone de stockage des produits de démolition de l'ancienne usine de traitement du minerai d'uranium (située dans une zone délimitée de l'ancienne mine à ciel ouvert) ;
- une station de traitement d'épuration gérant à la fois les eaux de la mine à ciel ouvert et les eaux de fuite de la digue.

« Bassin de décantation » : retenue et stockage de résidus

La digue crée un bassin de stockage de résidus produits par l'usine de traitement du minerai d'uranium (partie fine des résidus), dans lequel les résidus sont maintenus sous 2 m d'eau minimum.

Les résidus de traitement correspondent à la fraction de la roche rejetée après extraction, par procédé chimique, de la plus grande partie de l'uranium. Ces résidus contiennent essentiellement les radionucléides appartenant aux deux familles de l'uranium (U238 et U235).

Radioactivité : 792 Tbq d'activité totale ; 75 Tbq d'activité Ra 226.

1-3 Situation réglementaire du site à ce jour

Plusieurs actes et arrêtés préfectoraux ont été établis au cours de l'exploitation et de la mise à l'arrêt du site des bois noirs :

- Concession des Bois Noirs : titre minier institué par décret du 11 septembre 1969 pour une durée illimitée ; conformément à l'article L. 144-4 du code minier, elle prendra donc fin le 31 décembre 2018 ;
- Arrêté préfectoral du 20 octobre 1980 (code minier) : abandon de l'exploitation du gisement d'uranium des Bois Noirs Limouzat à St-Priest-La-Prugne ;
- Arrêté préfectoral du 3 décembre 1987 (code minier) : délaissement de l'exploitation du gisement d'uranium des Bois Noirs Limouzat à St-Priest-La-Prugne – AP du 20 octobre 1980. Dispositions complémentaires de délaissement ;
- Arrêté préfectoral du 25 mai 1990 (code minier) : délaissement de l'exploitation du gisement d'uranium des Bois Noirs Limouzat à St-Priest-La-Prugne – AP du 3 décembre 1987. Modification de l'annexe I citée à l'article 6 ;
- Arrêté préfectoral du 4 août 2005 : autorisation de stockage des produits de démolition de l'usine SIMO et de stériles miniers dans l'ancienne mine à ciel ouvert.

Deux dossiers de demande d'autorisation d'exploiter, au titre de la réglementation des ICPE, ont été déposés par AREVA en 2012 et 2014 afin de réaliser un projet de réaménagement du site pour le réaménager, consistant à remplacer la lame d'eau par une couverture solide. En avril 2015, AREVA a décidé d'abandonner ce projet.

Afin d'actualiser la situation au regard de la réglementation des ICPE, un arrêté complémentaire a été signé le 31 janvier 2017 (arrêté 50-DDPP-17) au titre de la rubrique 1735 « *Substances radioactives (dépôt, entreposage ou stockage de) sous forme de résidus solides de minerai d'uranium, de thorium ou de radium, ainsi que leurs produits de traitement ne contenant pas d'uranium enrichi en isotope 235 et dont la quantité totale est supérieure à 1 tonne* ».

II Motivation du présent rapport

Rappel des faits

Une réunion s'est tenue le 6 avril 2017 en présence de la DREAL et d'AREVA ayant notamment pour objet les éléments présentés dans la "Revue de sûreté du barrage des Bois Noirs (Ref "BES-CD-42-2016-12-16-0001")".

Par courrier du 13 avril 2017, la DREAL a demandé d'apporter à AREVA une clarification et justification sur les hauteurs d'eaux relevées dans la revue de sûreté (valeurs d'exploitation et définitions de chacune...) permettant de savoir s'il y a eu des rejets des eaux issues de surverses du grand bassin.

L'exploitant a indiqué dans la revue de sûreté du barrage des Bois Noirs, les points suivants :

- page 44, "*sont considérées comme situations exceptionnelles, toutes crues exceptionnelles de la Besbre, ayant entraîné un fonctionnement de l'évacuateur de crue ou tout événement entraînant une évolution plus ou moins rapide du niveau du plan d'eau largement au-dessus de sa cote de retenue normale maximale (761,79 NGF)*".

- page 45, "*le 23 mai 2012, le niveau de la retenue aurait atteint 761, 92 NGF, qui serait 13 cm au-dessus de la cote de surverse de la digue (761,79 NGF)*".

De plus, en analysant la variation de la cote du plan d'eau de 1999 à 2016, la DREAL a constaté que le niveau du plan d'eau aurait dépassé régulièrement la cote de surverse de la digue durant cette période. Ces cotes (au-dessus de la cote de surverse) et variations de hauteur d'eau du bassin auraient été atteintes en l'absence de crues selon la lecture des différents rapports d'exploitation.

Par courrier du 15 juin 2017, la société AREVA a transmis à la DREAL des éléments de réponse confirmant plusieurs dépassements de la cote de surverse de la digue. (2007-2017).

AREVA indique également que la consigne de traitement des eaux lors de la surverse n'a pas été respectée.

Ainsi, des eaux du grand bassin sont passées par-dessus la digue submersible et se sont déversées dans le canal évacuateur de crues. L'exploitant indique également que les débordements n'ont pas eu d'impact sur l'environnement (respect des VLE de l'arrêté préfectoral du 25 mai 1990) du fait de la dilution de ces rejets par des eaux naturelles " *Rive Gauche*" transitant par le site des Bois Noirs

Analyse de l'inspection des installations classées.

La DREAL constate que les informations fournies par les résultats d'analyse du site n'ont pas été correctement interprétées par AREVA (période 2007-2017) pour lui permettre d'assurer une surveillance continue du site, de détecter toute anomalie et de définir les traitements ou les travaux nécessaires.

Ceci est une non-conformité à l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1987.

La DREAL constate que la consigne de traitement des eaux de surverse lors de l'atteinte du seuil de 761,75 NGF (seuil d'application de la consigne avec pompage et rejet à la station) n' a pas été respectée : déversement des eaux du grand bassin dans le canal évacuateur, non mise en place du système de pompage de ces eaux permettant le traitement de ces dernières. En 2016, la DREAL avait fait réaliser des analyses des eaux du bassin et celles-ci ont montré une radioactivité d'environ 2,5 Bq/l en Radium soit une radioactivité 6 fois supérieure à la valeur limite en moyenne annuelle de 0,37 Bq/l.

Ceci est une non-conformité à l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1987.

La DREAL constate également que les eaux de surverse ont été diluées par des eaux naturelles "Rive gauche" transitant par le site des Bois Noirs.

Ceci est une non-conformité à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 relatif aux installations mettant en œuvre des substances radioactives, déchets radioactifs ou résidus solides de minerai d'uranium, de thorium ou de radium soumises à autorisation au titre de la rubrique 1716, de la rubrique 1735 et de la rubrique 2797 de la nomenclature des installations classées.

IV Suites administratives :

Nous proposons à M.le préfet de la Loire:

- de faire application des dispositions des articles L.171-2 et L.173-2 du code minier, afin de mettre en demeure l'exploitant de respecter les articles 6 et 10 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1987.

- de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement afin de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 27 de l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 relatif aux installations mettant en œuvre des substances radioactives, déchets radioactifs ou résidus solides de minerai d'uranium, de thorium ou de radium soumises à autorisation au titre de la rubrique 1716, de la rubrique 1735 et de la rubrique 2797 de la nomenclature des installations classées.

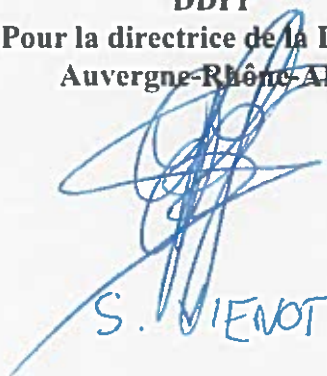
Par ailleurs, il est demandé qu'AREVA transmette chaque mois à l'inspection (dans la semaine du mois écoulé), le niveau maximum atteint chaque jour du mois écoulé et ceci à compter du 01/07/2017 et qu'il précise également sous un mois les mesures qu'il a prises pour respecter les articles susvisés.

L'inspecteur de l'Environnement



Fabrice DUFOUR

Vu et transmis, le 06/07/2017
à monsieur le Préfet de la Loire
DDPP
Pour la directrice de la DREAL
Auvergne-Rhône-Alpes



S. VIENTOT

